

## LE CONSEIL DE L'ONU DOIT VOTER AUJOURD'HUI

# « Paris veut maintenir le régime à tout prix »

Dans une interview exclusive, Alex Kanyarengwe, président du Front patriotique, rend la France responsable de la tragédie rwandaise et prédit un embrasement de la région en cas d'intervention.

... lée par les rebelles (entre 14000 et 20000 hommes, équipés de pièces d'artillerie et de missiles sol-air du type SAM). Elles comptent se déployer dans l'ouest du Rwanda. « où se trouvent des concentrations de réfugiés et avec pour objectif de protéger des populations civiles ». Ce qui, militairement, stabiliserait l'actuel front et, politiquement, aboutirait à la création d'un « hutu-land » sanctuarisé par la France.

**Pourquoi des Casques bleus ne peuvent-ils pas intervenir d'urgence ?** Par manque de moyens, d'équipement et, aussi, faute d'une volonté politique de leur conférer un mandat - offensif - adapté à la mission. Sur place, 450 Casques bleus de l'ONU attendent depuis le 17 mai l'arrivée des 5000 hommes dont le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement. Neuf pays africains se sont déclarés prêts à envoyer un contingent mais, malgré le « soutien logistique et matériel » promis par plusieurs pays occidentaux (Italie, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne), leur acheminement ne peut intervenir, selon l'ONU, que « d'ici deux ou trois mois ». La raison : les avions militaires actuellement mobilisés, prêtés ou affrétés pour l'opération sous commandement français, ne le seraient pas pour transporter des troupes africaines. Plus important : en vertu d'un consensus tacite entre grandes puissances, le Conseil de sécurité ne voterait pas un mandat offensif, au chapitre VII de sa Charte, pour une opération sans participation occidentale.

Stephen SMITH  
et Dominique GARRAUD

## La solidarité s'organise

Harlem Désir, fondateur de SOS Racisme, et Fodé Sylla, président actuel de l'association, sont depuis lundi soir en Ouganda d'où ils essayaient de gagner le Rwanda. Leur objectif est d'évaluer la situation et voir dans quelles conditions l'aide pourra être acheminée efficacement. SOS Racisme participe, avec une vingtaine d'associations humanitaires, au Comité France-Rwanda urgence, qui lance une campagne d'information et de collecte de fonds.

Dans ce comité se côtoient Médecins du monde, Handicap international, Pharmaciens sans frontières, la Cimade (Comité œcuménique d'entraide), la Fondation France-Liberté, SOS Racisme, Emmaüs, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), Frères des hommes ou le Comité français de solidarité internationale.

Les participants du Comité se sont prononcés contre une intervention directe du gouvernement français au Rwanda, rendue « inacceptable », selon eux, par le soutien apporté pendant des années au régime de l'ancien président Juvénal Habyarimana. Première étape de sa campagne, le Comité lance une semaine d'information et de collecte de fonds du 27 juin au 3 juillet avec l'ouverture d'un CCP (9014 D Paris), la diffusion d'un bulletin et d'un appel, et la mise à disposition dans les mairies de certaines villes d'un espace de collecte.

### Mulindi, envoyé spécial

A dix kilomètres de la frontière ougandaise, sur une colline plantée d'eucalyptus, le Front patriotique rwandais (FPR) a établi son quartier général dès le début de la guerre, en octobre 1990. La bourgade de Mulindi désertée a été transformée en caserne. Les soldats du FPR se sont installés dans les maisons de terre des ouvriers des plantations de thé, l'état-major dans les résidences de la direction de l'usine. C'est dans une de ces maisons que Alex Kanyarengwe, le président du Front patriotique rwandais (FPR), nous a reçus hier, au moment où il apprenait l'arrivée au Zaïre des premières forces françaises.

**LIBERATION. Croyez-vous à la sincérité de l'initiative française destinée à apporter une aide humanitaire aux populations civiles victimes des massacres dans votre pays ?**

ALEX KANYARENGWE. La France est présente au Rwanda depuis le déclenchement de la guerre civile en octobre 1990. Dès les premiers jours, elle a dépêché un contingent militaire pour évacuer ses ressortissants de Kigali en disant qu'elle se retirerait dès sa mission accomplie. En fait, les troupes françaises sont restées et se sont mises aux côtés des troupes gouvernementales, qu'elles ont assistées financièrement et technologiquement. Dès ce moment, il est devenu clair que Paris ne voulait pas d'une victoire du FPR. Il a fallu attendre que les Américains interviennent en faveur de l'application des accords de paix d'Arusha pour que la France accepte de se retirer.

**LIBERATION. Certains observateurs estiment que cette initiative de la France est principalement destinée à lui redonner une neutralité alors qu'elle a été mise en cause pour avoir soutenu un régime responsable de nombreux massacres.**

A.K. La tragédie que nous vivons est issue de toutes les tractations et manœuvres de la France, destinées à maintenir en place le parti au pouvoir du président Habyarimana. Ce régime était totalement dictatorial et a été plusieurs fois dénoncé pour avoir commis des massacres et des assassinats politiques. La France a soutenu et des financements importants. C'est normal que la France se sente responsable de cette tragédie et qu'elle essaie aujourd'hui d'empêcher la disparition du MRND (l'ex-parti unique), et surtout l'arrêt des enquêtes internationales qui pourraient démontrer la complicité de la France dans les agissements du pouvoir.

Il faut maintenant que ces enquêtes puissent se dérouler normalement et que les responsables de massacres soient jugés. Dès le début de ces exactions, tous les pays qui ont rapatrié leurs ressortissants sont partis. La France, qui est restée, aurait pu plaider aux Nations unies pour que les

2500 Casques bleus ne soient pas retirés et exiger, en tant que membre influent du Conseil de sécurité, la fin des massacres, en réclamant un renforcement de ce dispositif. De plus, du fait qu'elle continuait d'entretenir des liens militaires, politiques et diplomatiques avec ce gouvernement, elle aurait pu exiger de ses « élèves » qu'ils mettent un terme à ses massacres.

**LIBERATION. Il se cache donc selon vous un plan secret derrière l'initiative humanitaire française...**

A.K. Dans les déclarations françaises, il y a toujours derrière la notion d'humanitaire celle, plus discrète, de l'interposition. Elle a été évoquée par le président Mitterrand lui-même lors de son intervention télévisée à l'occasion de la clôture des cérémonies du 6 juin. Ils veulent aussi lier les combats entre le FPR et les Forces gouvernementales aux massacres perpétrés contre la population civile soupçonnée de soutenir le FPR.

**LIBERATION. Sur le plan militaire, existe-t-il un lien entre l'imminence du vote au Conseil de sécurité et l'accélération de votre campagne militaire ?**

A.K. Absolument pas. Les récentes avancées effectuées par nos troupes vers l'Est et le Sud n'ont rien à voir avec cette décision. Quant aux combats que nous menons sur la capitale Kigali, ils relèvent d'une stratégie qui

nous amène à faire une guerre d'usure dans les centres villes et une guerre éclair dans les campagnes, destinée à sauver le plus de vies humaines victimes des tueries.

**LIBERATION. Si votre avancée sur le territoire, que vous contrôlez aujourd'hui aux deux tiers, se poursuit, seriez-vous prêt à accepter une reddition des forces gouvernementales ?**

A.K. Nous préfererions un certain consentement de leur part pour pouvoir convenir des moyens de reconstruire le pays. Dans l'esprit des accords de paix d'Arusha, qui constituent un cadre politique à la reconstruction de notre pays, nous serions prêts à accueillir le MRND, à condition que ses membres soient amenés à répondre de leurs actes. Il faudra, bien entendu, revoir le rôle du MRND tel qu'il avait été défini dans les accords d'Arusha, étant donnée sa responsabilité dans la tragédie que nous vivons. C'est pour cela que nous avons tenu à ce qu'il y ait une enquête internationale sur les crimes commis.

**LIBERATION. L'ancien ambassadeur de France au Rwanda souhaite revenir pour présenter l'initiative française. Seriez-vous prêt à le recevoir ?**

A.K. Tout contact est intéressant. Il doit d'ailleurs arriver mercredi et je ne vois pas d'inconvénient à le recevoir.

**LIBERATION. Quelles conséquences pourraient avoir l'entrée en guerre,**

que vous supposez, de la France au Rwanda ?

A.K. Si la France intervient militairement, cette guerre va changer et risque de s'aggraver. Et les populations que le gouvernement français dit vouloir protéger deviendraient alors elles-mêmes les victimes de cette intervention. De plus, cela risquerait d'embraser toute la région. Au Zaïre comme au Burundi, il existe les mêmes configurations géographiques et les mêmes types de populations. C'est la région entière qui se sentirait ainsi concernée.

**LIBERATION. A Paris, on considère le FPR comme un mouvement de la minorité tutsie, avec un potentiel électoral maximal de 15 %. On imagine mal que vous remettiez le pouvoir entre les mains du vainqueur des élections que vous vous êtes engagé à organiser une fois la paix revenue.**

A.K. Vous les Occidentaux, vous nous dites de suivre votre modèle de démocratie. Je pensais que la démocratie se jugeait aux actes et aux idées. La démocratie s'acquiert par l'adhésion à une certaine politique et à un programme social. Nous ne la voyons pas sous une couverture ethnique où dominent les privilèges et où règne l'exclusion. Ce qui a été le fait du régime que la France a soutenu et tente encore aujourd'hui de maintenir à tout prix.

Recueilli par Alain FRILET

## « L'image de la France est ternie »

Hutu modéré, Faustin Twagiramungu est le Premier ministre pressenti pour un gouvernement de transition. Il s'oppose à l'envoi d'une force française au Rwanda.

### New-York, correspondance

Qu'est-ce qu'on peut faire devant toutes ces puissances réunies. Il y a une complicité, on l'a constatée. Nous ressentons de la frustration, mais nous n'allons pas nous suicider pour autant. Faustin Twagiramungu (d'ethnie hutue), Premier ministre désigné par les accords d'Arusha (1), et considéré comme un modéré, n'avait pas toute sa verve hier matin dans sa chambre d'hôtel de New York alors qu'il attendait la décision du Conseil de sécurité sur le projet français de force d'intervention humanitaire au Rwanda. « Le secrétaire général Boutros-Ghali m'a dit lundi que même s'il s'agissait du diable, il l'enverrait au Rwanda pour sauver les gens de la situation qui y prévaut actuellement. Comme la France s'est présentée et qu'aucune autre capitale occidentale n'était prête à s'impliquer, alors il semble que la France ira au Rwanda. »

Tout comme les tenants du Front patriotique rwandais (FPR), Faustin Twagiramungu et son parti, le Mouvement de la république démocratique s'opposent à l'envoi d'une force française au Rwanda, sans toutefois cautionner un recours à la force contre les Casques bleus français qui seraient dépêchés dans son pays. Il le répète depuis son

passage à Montréal dimanche. Il soupçonne en fait Paris d'avoir un plan caché, celui de vouloir appuyer les militaires rwandais. « Ces militaires et la garde présidentielle ont été formés par la France, rappelle-t-il. Ils nous ont mené la vie dure depuis le début avril en nous massacrant. Personnellement, je ne peux pas oublier que j'ai échappé de justesse à la mort. La garde présidentielle est venue frapper à ma porte pour m'assassiner, mais j'avais été prévenu. Tous mes collègues, eux, ont été tués. Je dois me battre contre tout ce qui pourrait mettre ces militaires en position de force. »

Le Premier ministre désigné avait l'idée de convaincre le Premier ministre canadien Jean Chrétien, qu'il devait rencontrer cette semaine, de prendre l'initiative à la place de la France. Convaincu d'avoir perdu la bataille devant le Conseil de sécurité, il a laissé tomber l'idée. « Pourquoi la France est-elle soudainement intéressée par le Rwanda après trois mois de conflit ? Il serait de loin préférable que des pays qui n'ont pas trempé dans ces histoires de néo-colonialisme, comme le Canada, les Pays-Bas ou l'Italie, s'impliquent. La France n'inspire pas la confiance. Elle aurait pu intervenir avec l'assentiment international dès le début. Elle

aurait pu sauver des vies. Mais, maintenant, son image est ternie et elle voudrait montrer au reste du monde qu'elle n'est pas si méchante. »

Outre ces raisons, qu'il avance pour justifier son opposition au déploiement de Français au Rwanda, Faustin Twagiramungu reproche à la France de ne pas l'avoir consulté : « Bien sûr, on aurait voulu être consultés. On aurait demandé des explications. Mais on a appris que les soldats français vont partir, qu'ils sont déjà stationnés quelque part au Zaïre. C'est un peu anormal. Il aurait fallu que nous soyons informés... Mais, si les Français vont là, pour arrêter les massacres comme ils le disent, en essayant de mater les miliciens qui tuent, en essayant de maîtriser cette fameuse garde présidentielle qu'ils ont eux-mêmes formée, ce serait finalement positif. Il s'agit évidemment d'une opération à risque. Mais selon nous, l'important est que la Minuar 2 soit mise en place, ainsi que les institutions démocratiques prévues par les accords d'Arusha. »

Michel BELLEMARE

(1) Accord de paix, signé en août 1993 à Arusha en Tanzanie. Ils prévoyaient l'organisation d'une période de transition jusqu'à la tenue d'élections générales.